

REÇUES
IDÉES

Bernard
Bruneteau

L'ÂGE TOTALITAIRE

idées reçues
sur le totalitarisme

Le Cavalier Bleu
ÉDITIONS

L'Âge totalitaire

idées reçues sur le totalitarisme

À Leïla

L'Âge totalitaire

idées reçues sur le totalitarisme

Bernard Bruneteau

Issues de la tradition ou de l'air du temps, mêlant souvent vrai et faux, les idées reçues sont dans toutes les têtes. L'auteur les prend pour point de départ et apporte ici un éclairage distancié et approfondi sur ce que l'on sait ou croit savoir.

Bernard Bruneteau

Bernard Bruneteau est professeur de science politique à l'université Rennes I. Ses travaux portent sur l'histoire des idées et des théories politiques, ainsi que sur les relations internationales du XX^e siècle.

Du même auteur

- *Le Totalitarisme. Origines d'un concept, genèse d'un débat, 1930-1942*, Cerf, 2010.
- *Histoire de l'idée européenne au premier et second XX^e siècle*, Armand Colin, 2006 et 2008.
- *Le siècle des génocides*, Armand Colin, 2004.
- « *L'Europe nouvelle* » de Hitler. *Une illusion des intellectuels de la France de Vichy*, Éd. du Rocher, 2003.
- *Les Totalitarismes*, Armand Colin, 1999.
- *Histoire de l'unification européenne*, Armand Colin, 1996.

sommaire

Introduction	11
--------------------	----

Qu'est-ce que le totalitarisme ?

« Le totalitarisme est une vieille tentation de l'humanité. »	17
« Le totalitarisme est un concept de guerre froide. »	23
« Le totalitarisme n'a rien à voir avec la démocratie. » ...	31
« Le totalitarisme représente l'avènement de l'homme-masse. »	39
« Le totalitarisme, c'est la dictature de l'État total. »	47

Fascisme, nazisme et communisme

« L'Italie fasciste n'est pas vraiment totalitaire. »	57
« C'est Staline qui a rendu l'URSS totalitaire. »	65
« La politique de Staline a plus de rationalité que celle de Hitler. »	73
« Le communisme a souvent séduit les intellectuels alors que le fascisme et le nazisme les ont surtout réprimés. »	83

Pouvoir, idéologie et société totalitaires

« L'ordre règne dans un système totalitaire. »	93
« Aucune résistance n'est possible sous une domination totalitaire. »	101

« Le régime soviétique est une idéocratie. »	109
« L'Homme nouveau des fascismes est un simple objet de propagande. »	117

Le totalitarisme : un objet polémique

« Les crimes du communisme valent bien ceux du nazisme. »	127
« Le pacte germano-soviétique résulte d'une connivence totalitaire. »	135
« Les travaux d'histoire sociale ont rendu obsolète la notion de totalitarisme. »	143
« Nazisme et communisme ont des idéologies trop différentes pour pouvoir être comparés. »	149
« Le libéralisme globalisé est une autre forme de totalitarisme. »	157

Conclusion163

Annexes

Glossaire	167
Pour aller plus loin	175

définition

Totalitarisme n. m.

L'adjectif « totalitaire » et le substantif « totalitarisme » apparaissent en Italie au début des années 1920 dans les rangs de l'opposition libérale et démocrate-chrétienne au fascisme. Ces mots, qui servent à désigner la conception et les pratiques de pouvoir, exclusives, violentes et « totales », du parti de Mussolini, sont repris à son compte par celui-ci qui parle alors de sa « féroce volonté totalitaire » de construire un « *Stato totalitario* ». Lié au premier antifascisme, la notion de totalitarisme prend un sens plus vaste lorsqu'à partir de 1926 des auteurs en viennent à comparer fascisme et bolchevisme puis, dans les années 1930, fascisme, stalinisme et nazisme. Le mot, qui servait à désigner à l'origine les pratiques d'un mouvement politique en particulier, est donc devenu dès l'entre-deux-guerres un concept (la représentation idéal-typique d'une forme de pouvoir total) et même une théorie (une catégorie de régime différente de la démocratie comme de la dictature traditionnelle).

L'époque de la guerre froide verra l'âge d'or du concept de totalitarisme à travers des œuvres littéraires (1984 d'Orwell) ou académiques (celles d'Hannah Arendt, Carl J. Friedrich et Raymond Aron) qui marqueront longtemps nos représentations et notre imaginaire du phénomène. C'est alors que s'impose l'idée d'une capacité de contrôle absolu (*Big Brother*) et que l'on explore les origines (l'impérialisme, le racisme, la société de masse atomisée), l'essence

(la terreur), les critères objectifs (parti unique, idéologie, police politique, économie dirigée, monopole des médias, violence d'État) des régimes nazi et stalinien. Autant de thèses qui sont instrumentalisées afin de proposer une vision apologétique de la démocratie libérale du « monde libre » face à celui, « totalitaire », de l'Est. Éclipsé dans les années 1960/1970 au sein des sciences sociales qui mettent à mal sa capacité à rendre compte de toutes les nuances du réel, le concept est relégitimé par le témoignage des dissidents et des rescapés du Goulag* avant de revenir en force après la chute du Mur de Berlin. Partie intégrante de l'histoire du féroce *xx^e* siècle, le « totalitarisme » ne saurait être exclu de son interprétation. Cela nécessite de penser à la fois *le* et *les* totalitarisme(s).

* *Les mots signalés par un astérisque renvoient au glossaire en fin d'ouvrage.*



Distinguer dictature, autoritarisme et totalitarisme

Le terme de « dictature » est parfois utilisé pour qualifier les régimes bolchevique, fasciste et nazi. Il apparaît à l'usage impropre, même lorsqu'on le couple à l'adjectif « moderne ». L'origine antique de la notion lui confère en effet une dimension légale, institutionnelle et transitoire, tout le contraire de ces régimes qui inscrivaient leur État d'exception dans l'éternité avec le seul renfort subversif des « lois » de l'Histoire ou de la Nature. Le modèle dictatorial issu de la Révolution française, de type jacobin ou bonapartiste, sans parti unique ni idéologie globalisante et dispositif moderne de répression, ne peut par ailleurs inspirer Moscou, Rome ou Berlin. Enfin, le risque est grand en parlant d'« âge des dictatures » à propos de l'entre-deux-guerres d'opérer une confusion entre les régimes fasciste et nazi qui entendent créer un « Homme nouveau » en fondant la société dans l'État, et ceux qui, à l'égal du Portugal de Salazar, de la Pologne de Pilsudski, de la Yougoslavie du roi Paul ou de la Hongrie de l'amiral Horthy, ne visent qu'à transformer l'État en bunker protégé contre la société, méritant pour le coup l'appellation de dictatures autoritaires.


C'est donc pour différencier nettement ces dictatures des systèmes totalitaires que s'est imposé, en 1964 avec Juan Linz, le concept d'« autoritarisme » qui, pour la période d'après la Seconde Guerre mondiale, va servir à regrouper dans une catégorie commune l'Espagne de Franco, la Grèce des colonels, les pouvoirs bassistes syrien et irakien, les gouvernements militarisés sud-américains et africains, voire certaines « démocraties populaires » du bloc de l'Est... À la différence du totalitarisme, l'autoritarisme combine trois traits :

- l'absence de projet volontariste et idéologique de transformation de la société, même si des variantes sont observables au sein de la « Tour de Babel autoritaire » (Guy Hermet) : s'accommoder de la société telle qu'elle est (républiques bananières d'Amérique centrale, Zaïre de Mobutu, Philippines de Marcos) ; la ramener en arrière pour la figer (Espagne franquiste jusqu'en 1955, Portugal salazariste jusqu'à la fin, débuts du régime de Pinochet) ; la réformer graduellement pour la moderniser (kémalisme turc, péronisme argentin, nassérisme égyptien, Iran du Shah).

– l'acceptation d'un pluralisme limité : si la compétition démocratique est refusée, l'exclusion politique est sélective (gauche, organisations ouvrières, ethnies périphériques...), ce qui permet l'existence au sein de la société ou même du pouvoir de factions et tendances. L'Espagne de Franco des années 1960 voit ainsi se concurrencer technocrates-monarchistes, phalangistes fascisants, catholiques-intégristes, catholiques post-conciliaires...

– une répression ciblée : si la terreur n'est pas absente à l'encontre des catégories jugées oppositionnelles, atteignant parfois des niveaux exceptionnellement élevés comme en Espagne, en Argentine ou au Chili, l'absence d'idéologie totalisante empêche néanmoins la constitution de catégories socialement ou biologiquement objectivement « nuisibles » et le déclenchement d'une violence illimitée à leur encontre.

Aussi improbable que soit parfois la frontière entre une dictature autoritaire terroriste (l'Espagne de 1939-1943 qui élimine 100 000 opposants) et un régime totalitaire qui l'est faiblement (l'Italie), une différence semble s'imposer : « l'autoritarisme impose aux hommes une reddition partielle, le totalitarisme vise à une reddition totale » (Philippe Bénéton). Il ne s'agit donc pas d'une différence de degré, mais de nature.



introduction

*Nuls cieux étrangers ne m'ont protégée
Aucune aile étrangère n'a préservé mon visage
Je suis un témoin de ce que tous endurent
Une survivante de cette époque, de ce lieu.*

Anna Akhmatova, *Requiem*, fin des années 1930

La littérature sur le « totalitarisme » se caractérise par une luxuriance particulière. Pléthorique au temps de la guerre froide, le genre « totalitaire » a fait une percée décisive dans l'opinion des années 1970 à la suite de *L'Archipel du Goulag* et s'est installé comme « sens commun » dans une partie du champ intellectuel depuis la chute du mur de Berlin. De multiples discours se conjuguent toutefois pour donner un contenu éclaté à la notion de totalitarisme. L'une des moindres difficultés n'est pas à cet égard la présence envahissante du mot dans la pratique sociale. Utilisé à des fins de stigmatisation, il peut servir ainsi à qualifier la pratique simplement « autoritaire » d'un gouvernement ou d'un parti, à décrire les effets pervers d'une politique publique, voire à rendre compte de la globalisation libérale en cours. Une seconde source de difficultés vient des particularités de son usage savant. Pour les philosophes qui s'attachent toujours à poser le problème du « bon gouvernement », le concept de totalitarisme reste irremplaçable afin d'élever au plan de la conscience les tragédies du XX^e siècle. Pour les politistes, il

ne peut être qu'une idée limite reconnaissable dans certaines « situations ». Quant aux historiens, qui manifestent une inaltérable passion de la singularité, ils se sont longtemps méfiés d'une « théorie-cadre » contraignante préférant explorer, « au-delà » du régime, les formes persistantes d'autonomie du social : vie des communautés de base, pratiques religieuses...

Une double perspective se dégage néanmoins chez la plupart des chercheurs. Il s'agit tout d'abord de convenir du caractère globalement opératoire du concept comme instrument d'intelligibilité des systèmes de domination mis en œuvre par le fascisme, le nazisme et le stalinisme (et ses épigones que sont les régimes maoïste et khmer rouge). Si la quête d'une « essence » totalitaire ne semble peut-être plus d'actualité, la mise en valeur du caractère inédit de leurs structures politiques comme des expériences humaines vécues en leur sein (mobilisation et persécution) est considérée comme légitime. Mais il ne s'agit plus de faire du concept un outil rigide et d'y plier la réalité. La perspective majoritairement adoptée désormais fait en effet sienne l'idée qu'une catégorie comme celle de totalitarisme n'est pas donnée une fois pour toutes, mais est au contraire ouverte et révisable à partir des avancées de la recherche, celles qui révèlent par exemple les inachèvements de la volonté de domination idéologique et la résistance, même passive, des sociétés. L'usage en est donc souple tout en visant l'essentiel : la mise en évidence du *projet* totalitaire qui vise l'édification d'une humanité nouvelle par la réduction de toute différenciation au sein d'une Communauté élue (nation, classe, race), et ce dans la singularité de ses voies d'accomplissement. L'idéal-type du totalitarisme ne se confond pas avec la réalité des totalitarismes.

La tâche de l'historien de ces régimes est néanmoins difficile du fait de l'inscription de la notion de totalitarisme dans les combats du siècle. Née dans l'entre-deux-guerres au sein des familles politiques de l'espace médian (libéraux, démocrates-chrétiens), la notion a pâti d'entrée de l'écho du mythe communiste et de l'identification du fascisme au mal absolu. Eu égard à ces conditions de naissance puis aux instrumentalisations de la guerre froide, son emploi a souvent été pénalisé par l'existence de forts enjeux idéologiques. Il est un « concept politique par excellence » (Martin Jaenicke). Il le reste toujours comme le prouvent régulièrement les sorties polémiques d'ouvrages jugés trop ouvertement comparatifs, ainsi *Le passé d'une illusion* et *Le Livre noir du communisme* dans les années 1990. La démarche qui vise à mettre en perspective deux types de criminalité, l'extermination raciale d'un côté, la liquidation sociale de l'autre, heurte les tenants du caractère éminemment singulier de la Shoah. De même, celle qui tend à homogénéiser les projets messianiques d'« Homme nouveau » du communisme et du nazisme rend circonspects les partisans de la différence irréductible des idéologies (Lumières/anti-Lumières) et des intentions (soumettre/exterminer). Pour une part notable de l'intelligentsia, la mémoire des totalitarismes reste différentielle et sélective.

C'est en raison de ces pratiques sociales, de cet usage savant, de cet itinéraire souvent polémique et de ces sensibilités mémorielles que le « totalitarisme » se prête à tant de visions réductrices et à tant d'images déformées, mais aussi à tant de divergences ou de querelles d'interprétation, en rupture apparente avec l'immensité des connaissances scientifiques accumulées sur le sujet. Ce qui relèvera de l'idée

reçue pour les uns pourra donc être considéré comme vérité pour les autres. Si nous avons fait nôtre une version modérée et ouverte du concept de totalitarisme, nous ne cacherons pas que nous croyons aux vertus heuristiques de la comparaison historique, en particulier pour rendre compte du faisceau de conditions qui détermine la « seconde guerre de trente ans » (1914-1945), cadre de « l'âge totalitaire ». Cela explique certains choix. Mais nous avons cru devoir, dans une dernière partie (*Le totalitarisme : un objet polémique*), confronter à part égale, en tant qu'« idées reçues », les principales propositions polémiques. Le lecteur fera ensuite la part des choses.

QU'EST-CE QUE
LE TOTALITARISME ?

« Le totalitarisme est une vieille tentation de l'humanité. »

*La politique étant la connaissance suprême,
elle se trouve naturellement hors des règles et des limites ordinaires.
En langage moderne, mais sans notre accentuation péjorative,
elle est l'exercice d'un pouvoir arbitraire et totalitaire.*

Marcel Prélot, *Histoire des idées politiques*,
chap. V, « L'utopisme philosophique : Platon », 14^e éd., 2001

Partisans d'une définition extensive dans le temps et l'espace du phénomène qu'ils avaient sous les yeux au XX^e siècle, des auteurs ont considéré que le totalitarisme n'était pas réductible à la seule politique moderne de l'Europe. L'étude du phénomène requérait à leurs yeux une approche trans-historique permettant de comprendre l'origine lointaine et le principe générateur des pratiques « totalitaires ». Il y aurait ainsi une disposition multiséculaire permanente au contrôle et à la terreur dans le cadre de sociétés non pluralistes. Dès 1933, l'historien social-démocrate allemand Viktor Ehrenberg identifie Sparte, avec sa vie communautaire, le dressage de sa jeunesse et ses soldats politiques, comme la préfiguration du III^e Reich. Quelques années plus tard, la philosophe Simone Weil continue cette prospection de l'Antiquité en considérant la barbarie avec son corollaire terroriste, « comme un caractère permanent et universel de la nature humaine ». C'était alors l'Empire romain qui était sacré premier État totalitaire de l'humanité. En pleine guerre, Franz Neumann, en exil aux États-Unis, suggère à son

tour dans son maître ouvrage sur le nazisme, *Béhémoth*, que la conception totalitaire de l'indifférenciation du politique dans la vie des communautés humaines ne faisaient que prolonger une très antique vision. Dans les années 1950, on repérera ainsi des anticipations totalitaires dans les sociétés hydrauliques bureaucratiques et coercitives de l'Égypte pharaonique (Pitrim Sorokin) ou des « despotismes orientaux » chinois et indien (Karl Wittfogel, Barrington Moore). C'est toutefois Karl Popper qui a placé le plus résolument le débat sur le totalitarisme dans la longue durée de la pensée occidentale en ouvrant une véritable histoire archéologique de l'idéologie totalitaire. Pour le philosophe et épistémologue d'origine autrichienne, dont l'ouvrage, *La Société ouverte et ses ennemis*, paraît à Londres en 1945, le totalitarisme est en effet le résultat d'un travail intellectuel de longue haleine inauguré par Platon. Du projet de Cité parfaite imaginé par l'auteur de *La République* pour mettre fin à la dégénérescence, au « néo-tribalisme » de Hegel et à l'« obstétrique sociale » de Marx, deux idées indissociables fécondent l'odyssée totalitaire : l'historicisme (la croyance dans un principe d'évolution de l'histoire) et l'utopisme (la croyance dans une refonte radicale de la société). Le totalitarisme ne serait donc qu'un épisode du conflit persistant entre deux types de sociétés, la « société close », organique et indifférenciée, et la « société ouverte », libérale, « laïque », différenciée. Si la tentation totalitaire est encore une réalité du XX^e siècle en dépit du progrès du libéralisme, c'est qu'il y a une « rationalité interne » au totalitarisme qui « peut » générer en des temps et des lieux divers un type homogène de « société close » dont la nostalgie serait toujours présente, notamment en période de « tensions de civilisation ».